

4130

4130

C I L S S

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

# PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

## PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

### R A P P O R T D ' A C T I V I T E S

POUR LA PHASE TRANSITOIRE

1ER/05/92 – 28/02/93

PR/DIAPER/13/04/93

ECA/D13/93 (bis)

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
(C.I.L.S.S.)

-----  
PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT II  
-----

R A P P O R T      D 'A C T I V I T E S  
POUR LA PHASE TRANSITOIRE  
1ER/05/92 - 28/02/93

\*\*\*\*\*

PR/DIAPER/13/04/93

ECA/D13/93



# SYNTHESE DES ACTIVITES

## POUR LA PHASE TRANSITOIRE

1ER/05/92 - 28/02/93

\*\*\*\*\*

La phase II du Projet Diagnostic Permanent était venue, à terme le 30 Avril 1992. Cependant, à l'époque, la proposition de financement de la phase III n'était pas approuvée. Et pour éviter une rupture du projet, il a été décidé, de commun accord entre le CILSS et la CCE, de prolonger le projet de 10 mois (1er/05/92 - 28/02/93).

L'objectif fondamental de la prolongation ainsi adoptée était d'assurer la continuité des activités principales développées par DIAPER II, de manière à en préserver les acquis essentiels. En même temps, elle devrait permettre la poursuite et la finalisation des préparatifs de la mise en oeuvre de DIAPER III.

Ainsi, durant cette période, les principales activités ont porté sur les axes suivants :

- Le suivi général des tâches et la coordination des acteurs par l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA), et en même temps, la réalisation de tâches spécifiques confiées par le Secrétaire Exécutif du CILSS
- La continuation des activités techniques principales de DIAPER II, pour en préserver les acquis
- La cloturation de DIAPER II
- La préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III

### AU TITRE DES ACTIVITES INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES :

Le pilotage de la phase transitoire a été assuré par l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) de DIAPER II, amputée de ses Animateurs locaux attitrés. Les Animateurs locaux membres de l'ECA, ayant été remerciés le 30 Avril 1992, les Correspondants Nationaux du CILSS (CONACILSS) ont assuré l'intérim dans les pays où il y avait une animation locale.

L'ECA a en outre, réalisé les tâches suivantes : suivi de la préparation de bilans céréaliers et de la situation alimentaire, préparation et réalisation des missions CILSS/FAO d'Octobre 1992 sur l'évaluation de la campagne agro-pastorale 1992/1993, préparation et tenue de la réunion pour les bilans de campagne (cf. compte rendu ECA/D039/92), préparation et tenue de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (18 - 20 Novembre 1992 à Paris), suivi de la mise à jour de la centrale d'information.

S'agissant des Animateurs locaux intérimaires, sur la base des termes de références définis par l'ECA centrale, ont assisté le Coordonnateur régional dans les tâches de suivi des activités du projet menées par les Composantes Nationales de leurs pays respectifs.

En marge du programme de travail de l'ECA, le Coordonnateur de DIAPER a exécuté des tâches spécifiques confiées par le Secrétaire Exécutif du CILSS. C'est ainsi qu'il a participé de Juin à Décembre 1992 à tous les travaux du Secrétariat Spécialisé (dont il était président) du Comité de Pilotage pour le Plan de redressement et de Relance Durable (PRRD).

**AU TITRE DE LA CONTINUATION DES ACTIVITES TECHNIQUES PRINCIPALES DE DIAPER II :**

Il s'est agi, sous la supervision de l'ECA, de la poursuite dans les pays du CILSS, de l'enquête agricole, et des enquêtes Marchés céréaliers et à bétail et de la mise à jour de la centrale d'information.

**L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE** a été réalisée dans tous les pays. Elle s'est déroulée de Mai à Décembre 1992. Les prévisions de récoltes effectuées avec l'appui des missions CILSS/FAO, ont pu être faites en Octobre et ont révélé que la production céréalière globale du Sahel, pour 1992/93, bien qu'inférieure à celle de la campagne passée (9.527.000 tonnes) est bonne (9.113.000 tonnes).

Sur la base des données de production et de suivi de la situation alimentaire dans tous les pays du CILSS, l'ECA a établi des bilans céréaliers prévisionnels et ex-post qui ont été discutés et amendés par les experts des Etats présents à la réunion des 11 et 12 Novembre 1992 à Ouagadougou (Cf. compte rendu dite réunion : ECA/D039/92).

Ces informations sur la situation alimentaire du Sahel ont été portées à la connaissance des partenaires de la Communauté Internationale lors de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaire (18-20 Novembre 1992 à Paris). Et le bulletin "suivi de la situation alimentaire", a été élaboré et publié par l'ECA, en Décembre 1992.

**L'ENQUETE SUR LES MARCHES CEREALIERS (SIM)** s'est déroulée dans tous les pays du CILSS, sur financement DIAPER, sauf au MALI et au SENEGAL.

**L'ENQUETE SUR LES MARCHES A BETAIL** s'est déroulée effectivement sur financement DIAPER en GAMBIE, au MALI, au NIGER, au SENEGAL et au TCHAD.

~~Le transfert de la CENTRALE D'INFORMATION dans les pays~~ s'est effectué correctement et les dernières missions ont eu lieu en Avril/Mai 1992.

Le travail de la gestion courante de la centrale, notamment la mise à jour a été effectué par un cadre spécialement affecté à cette tâche. Cependant, cette mise à jour s'est faite de façon très inégale dans les pays.

#### AU TITRE DE LA CLOTURATION DE DIAPER II :

· Sur le plan financier, après réclamation de la CCE pour l'apurement annuel des comptes, il a été procédé à la clôture des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de DIAPER II : des ordres de recettes émis par le FED ont été payés par l'ECA.

La clôture des 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> (phase transitoire) années n'est pas encore intervenue. Cependant des missions effectuées en Juin-Juillet 1992 dans tous les pays du CILSS par le Coordonnateur et le Comptable du projet, ont permis de dégager une situation assez claire pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années. Des justificatifs de dépenses continuent à parvenir à l'ECA pour présentation à la Délégation CCE de Ouaga. La Gambie connaît une situation assez spécifique. Pour cause de non présentation claire de justificatifs des dépenses, aucun paiement sur compte payeur délégué n'a été effectué au titre des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années.

Par ailleurs, une mission circulaire du contrôleur financier du CILSS, en Avril/Mai 1992 dans les animations locales a permis avant le départ des animateurs titulaires, d'y faire le point de la situation comptable et d'y dresser l'inventaire physique du matériel.

· Sur le plan technique, l'ECA centrale a procédé à une revue exhaustive des différents volets du projet, afin d'identifier les forces et faiblesses de chacun. Une telle analyse permettra à DIAPER III d'apporter des mesures correctives ou les réorientations éventuelles.

#### AU TITRE DE LA PREPARATION DE LA MISE EN OEUVRE DE DIAPER III :

A la veille des réunions du Comité Directeur du FED devant statuer sur la proposition de financement pour DIAPER III, l'ECA centrale a été sollicité, en Novembre 1992 et en Janvier 1993 pour fournir des informations permettant de répondre à certaines questions posées par quelques pays membres de la CCE.

La proposition de financement pour DIAPER III a été approuvée en Janvier 1993 et notification en a été faite au CILSS immédiatement. Par rapport à la conception initiale de la phase transitoire, cette approbation en Janvier est tardive, et ne permet pas de faire démarrer DIAPER III comme prévu le 1<sup>er</sup> Mars.!

Ainsi donc, la convention de financement n'a pu être signée avant fin Février. De même, un certain nombre de tâches n'ont pas pu être réalisées. Il s'agit entre autres, des missions de programmation des activités de DIAPER III et les appels de candidature et le recrutement du personnel de DIAPER III. Ces tâches devront être exécutées dans le cadre de la nouvelle phase transitoire.

En guise de CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES :

Les activités programmées pour la phase transitoire (1er/05/92 - 28/02/93) se sont déroulées correctement malgré quelques problèmes institutionnels et humains, matériels et financiers. Les dossiers techniques sont tous bouclés. Les dossiers financiers sont en finalisation.

S'agissant de la préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III, il est heureux de savoir que la proposition de financement du nouveau projet est approuvée (Dix millions d'Ecus, pour 5 ans, entièrement sur fonds du FED). La convention de financement sera disponible prochainement.

Cependant, les délais de lancement des appels de candidatures, de sélection et de mise en place de l'Equipe de coordination du nouveau projet, ne permettront en aucun cas au personnel concerné de participer à la réalisation et au suivi de la campagne agropastorale 1993/94 qui démarre en Avril/Mai 93 et finit en Novembre/Décembre 93.

Pour éviter de compromettre ladite campagne agropastorale, et permettre une préparation sans précipitation du démarrage de DIAPER III, il a été proposé de prolonger encore DIAPER II de 10 mois, allant du 1er Mars au 31 Décembre 1993, en lieu et place des 3 mois déjà accordés.

## INTRODUCTION

La phase II du Projet Diagnostic Permanent était venue, à terme le 30 Avril 1992. Cependant, à l'époque, la proposition de financement de la phase III n'était pas approuvée. Et pour éviter une rupture du projet, il a été décidé, de commun accord entre le CILSS et la CCE, de prolonger le projet de 10 mois (1er/05/92 - 28/02/93).

L'objectif fondamental de la prolongation ainsi adoptée était d'assurer la continuité des activités principales développées par DIAPER II, de manière à en préserver les acquis essentiels. En même temps, elle devrait permettre la poursuite et la finalisation des préparatifs de la mise en oeuvre de DIAPER III.

Ainsi, durant cette période, les principales activités ont porté sur les axes suivants :

- Le suivi général des tâches et la coordination des acteurs par l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA), et en même temps, la réalisation de tâches spécifiques confiées par le Secrétaire Exécutif du CILSS
- La continuation des activités techniques principales de DIAPER II, pour en préserver les acquis
- La cloturation de DIAPER II
- La préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III

### AU TITRE DES ACTIVITES INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES :

Le pilotage de la phase transitoire a été assuré par l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) de DIAPER II, amputée de ses Animateurs locaux attitrés. Les Animateurs locaux membres de l'ECA, ayant été remerciés le 30 Avril 1992, les Correspondants Nationaux du CILSS (CONACILSS) ont assuré l'intérim dans les pays où il y avait une animation locale.

L'ECA a en outre, réalisé les tâches suivantes : suivi de la préparation de bilans céréaliers et de la situation alimentaire, préparation et réalisation des missions CILSS/FAO d'Octobre 1992 sur l'évaluation de la campagne agro-pastorale 1992/1993, préparation et tenue de la réunion pour les bilans de campagne (cf. compte rendu ECA/D039/92), préparation et tenue de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (18 - 20 Novembre 1992 à Paris), suivi de la mise à jour de la centrale d'information.

S'agissant des Animateurs locaux intérimaires, sur la base des termes de références définis par l'ECA centrale, ont assisté le Coordonnateur régional dans les tâches de suivi des activités du projet menées par les Composantes Nationales de leurs pays respectifs.

L'ECA centrale, sous l'égide du Coordonnateur régional a assuré la gestion et la coordination générales du projet. Notamment, elle a assuré :

- le suivi des activités des Composantes Nationales et des Animateurs locaux intérimaires
- le suivi de la mise en place des fonds et de l'exécution budgétaire
- le suivi des justificatifs de dépenses
- la mise en cohérence avec le système CILSS, avec les donateurs, l'Assistance Technique, et tous les partenaires.

En outre, elle a réalisé les tâches suivantes : suivi de la préparation de bilans céréaliers et de la situation alimentaire, préparation et réalisation des missions CILSS/FAO d'Octobre 1992 sur l'évaluation de la campagne agro-pastorale 1992/1993, préparation et tenue de la réunion pour les bilans de campagne (cf. compte rendu ECA/D039/92), préparation et tenue de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (18 - 20 Novembre 1992 à Paris), suivi de la mise à jour de la centrale d'information.

S'agissant des Animateurs locaux intérimaires, l'ECA centrale en avait défini les termes de références dès Mai 1992. D'une façon générale, ces animateurs ont assisté le Coordonnateur régional dans les tâches de suivi des activités du projet menées par les Composantes Nationales de leurs pays respectifs. Un rapport d'activités a été élaboré par chaque animateur local (AL p.i.). Ainsi, à travers plusieurs réunions, contact et actions diverses, les Animateurs locaux p.i. ont pu contribué, au suivi de la gestion financière du projet en rapport avec la délégation CCE locale, et à la supervision des activités spécifiques portant sur :

- les enquêtes agricoles et de marchés
- la préparation des missions conjointes CILSS/FAO sur les prévisions de récoltes pour la campagne 1992/93
- l'établissement des bilans céréaliers (ex-post et prévisionnels)
- la préparation de la réunion des experts des pays du CILSS sur les bilans de campagne
- l'évaluation de l'application de la charte de l'aide alimentaire.

Une réunion de l'ECA élargie aux animateurs locaux par intérim a eu lieu les 9 et 10 Novembre à Ouaga, en marge de la réunion sur les bilans de campagne. Elle a permis de faire le point des activités à mi-parcours, tant au niveau de l'ECA centre, qu'au niveau des Composantes Nationales (cf. compte rendu de la réunion de l'ECA) Doc. ECA/D40/92).

En marge du programme de travail de l'ECA, le Coordonnateur de DIAPER a exécuté des tâches spécifiques confiées par le Secrétaire Exécutif du CILSS. C'est ainsi qu'il a participé de Juin à Décembre 1992 à tous les travaux du Secrétariat Spécialisé (dont il était président) du Comité de Pilotage pour le Plan de redressement et de Relance Durable (PRRD). Il s'est agi notamment de :

- la définition du calendrier pour l'élaboration du Plan de Redressement et de Relance Durable (PRRD)
- la définition des termes de références et du calendrier de l'audit organisationnel, financier et juridique du système CILSS
- l'élaboration du dossier d'appel d'offres pour l'audit
- le dépouillement dudit appel d'offres
- les préparation et rédaction des comptes rendus des cinq (5) réunions du Comité de Pilotage : Dakar (6 Juin), Ouaga (28-29 Juillet), Paris (29 Sept.-2 Oct.), Nouakchott (22-23 Novembre) et Ouaga (5-6 Janvier 93)
- la préparation des termes de références et du calendrier, des missions de sensibilisation (Oct. 92), et participation aux dites missions
- l'appui aux bureaux d'Etudes chargés de l'audit dans la préparation des ateliers de Dakar (Oct. 92) et de Ouagadougou (Nov. 92)
- l'élaboration du projet de rapport final du Comité de Pilotage du PRRD présenté au Conseil extraordinaire des Ministres du CILSS.
- la préparation du Conseil extraordinaire des Ministres sur le Plan de redressement et de Relance Durable (PRRD) tenu du 7 et 8 Janvier 1993 à Ouaga.

Le Secrétariat de l'ECA a fourni un appui logistique important pour toutes ces activités menées dans le cadre de l'élaboration du PRRD.

## II. LA CONTINUATION DES ACTIVITES TECHNIQUES PRINCIPALES DE DIAPER II.

Il s'agit, sous la supervision de l'ECA, de la poursuite dans les pays du CILSS, de l'enquête agricole, et des enquêtes Marchés céréaliers et à bétail et de la mise à jour de la centrale d'information.

### II.1. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE

Elle a été réalisée dans tous les pays. Elle s'est déroulée de Mai à Décembre 1992. Les prévisions de récoltes ont pu être faites en Octobre et ont révélé que la production céréalière globale du Sahel, pour 1992/93, bien qu'inférieure à celle de la campagne passée (9.527.000 tonnes) est bonne (9.113.000 tonnes).

Sur la base des données de production et de suivi de la situation alimentaire dans tous les pays du CILSS, l'ECA a établi des bilans céréaliers prévisionnels et ex-post qui ont été discutés et amendés par les experts des Etats présents à la réunion des 9 et 10 Novembre 1992 à Ouagadougou (Cf. compte rendu dite réunion : ECA/D039/92).

Ces informations sur la situation alimentaire du Sahel ont été portées à la connaissance des partenaires de la Communauté Internationale lors de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaire (18-20 Novembre 1992 à Paris). Et le bulletin "suivi de la situation alimentaire", a été élaboré et publié par l'ECA, en Décembre 1992.

#### II.1.1. BURKINA FASO

L'enquête agricole s'est dans l'ensemble déroulée selon le calendrier prévu, ceci malgré les préparatifs de l'Enquête Nationale de Statistique Agricole (ENSA).

La formation des agents en Mai a été précédée du recyclage des superviseurs régionaux.

Au plan technique, on note que l'ensemble de l'échantillon des villages a été enquêté ; les prévisions des récoltes basées sur les déclarations des paysans ont été faites à temps fin Octobre. Il est à signaler toutefois que du fait de certaines incohérences constatées, le traitement des données a été lent et difficile et a demandé l'assistance de la mission d'évaluation CILSS/FAO. Ces incohérences sont certes dues à une inattention de la part de certains enquêteurs mais le fait qu'elles ne soient relevées qu'au traitement témoigne de l'insuffisance du contrôle et de la supervision.

Il a été noté également certaines lacunes au niveau du volet "estimation des stocks paysans" ; il s'agit précisément du nombre relativement élevé de villages où les stocks de tout l'échantillon d'exploitations est nul.

L'exploitation définitive des données de l'échantillon est en cours. Pour la partie estimation des superficies, des rendements et de la production, tous les résultats sont disponibles mais non publiés. Le traitement de l'échantillon pour la partie "stocks paysans" (stocks mesurés) n'a pas commencé et risque de connaître un certain retard du fait du démarrage de l'ENSA.

#### II.1.2. CAP VERT

La campagne a commencé tardivement. L'enquête a pu se dérouler sans problèmes majeurs.

La prévision des récoltes s'est effectuée en Octobre avec l'appui de la mission CILSS/FAO. Cependant, il est apparu en Novembre 1992 lors de la réunion sur les bilans, un désaccord entre la délégation Cap verdienne et l'ECA sur les chiffres de production. En fait, le service des statistiques agricoles au sein du Cabinet de Planification (GEP) a connu plusieurs changements de responsables, et est même resté quelques moments sans responsable. Devant quelques difficultés rencontrées, le nouveau chef de service a eu tendance à remettre en cause les chiffres établis en Octobre par la mission CILSS/FAO et les responsables techniques Cap Verdiens. les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles.

#### II.1.3. GAMBIE

La situation financière et de gestion du projet au niveau de la Composante Nationale Gambienne est très critique et a même conduit au blocage du financement : la Délégation CCE refuse tout paiement tant que les dépenses ne sont pas clairement apurées. Malgré cette difficulté, le département de Planification (DOP) du Ministère de l'Agriculture a réalisé l'enquête agricole. les conditions d'exécution de ladite enquête (collecte de terrain, contrôle et supervision) ne sont idéales, eu égard à la faiblesse des moyens. La qualité des informations recueillies et traitées s'en ressent nécessairement.

La prévision des récoltes a pu être faite avec le concours de la mission CILSS/FAO en Octobre 1992.

Les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles.

#### II.1.4. GUINE-BISSAU

Cette enquête a débuté en Juin après la formation des agents et l'élaboration de la nouvelle méthodologie.

Les problèmes rencontrés furent le dépouillement de certains villages qui ont été remplacés par d'autres. Il y avait aussi le problème d'accès à certains villages spécialement dans les îles.

La prévision des récoltes avec l'appui de la mission CILSS/FAO a pu se faire correctement.

Les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles. L'ECA a rédigé une note technique qui doit permettre à la partie nationale de faire le traitement.

#### II.1.5. MALI

L'enquête agricole de conjoncture (EAC) incorpore le volet "stocks paysans". Elle a eu lieu dans toutes les régions, à l'exception de Gao et Tombouctou, compte tenu de l'insécurité.

Grâce à la bonne collaboration DNA/DNSI et l'appui de la mission CILSS/FAO, les chiffres provisoires de production sont disponibles.

La campagne agricole 1992/93 a été jugée moyenne ; elle est inférieure à celle de 1991/92, et supérieure à celle de 1990/91.

Les résultats définitifs sont attendus.

#### II.1.6. MAURITANIE

La campagne a commencé un peu tard.

L'enquête agricole s'est déroulée dans des conditions matérielles et financières réduites par rapport à la 4<sup>e</sup> année de DIAPER II.

La collecte des données a été réalisée sans grands problèmes.

Le traitement n'a pu s'effectuer que manuellement pour cause d'insuffisances des capacités informatiques du service des Statistiques Agricoles. Paradoxalement, la Mauritanie qui était parmi les premiers pays membres du CILSS à effectuer un traitement informatique de l'enquête agricole, est devenue aujourd'hui le seul pays où le traitement est manuel. C'est là une des conséquences de l'instabilité du personnel (les douloureux évènements de 1989 y sont pour beaucoup).

La prévision de récolte a pu être faite avec l'appui de la mission CILSS/FAO en Octobre 1992.

#### II.1.7. NIGER

Au Niger, l'enquête Prévision et estimation des récoltes a connu un démarrage tardif et une évolution perturbée par différents facteurs.

En dépit de toutes ces contraintes, la première mission d'installation et de formation des enquêteurs et des superviseurs a eu lieu en fin Août. Elle a duré 20 Jours.

Une mission à mi-parcours a été également réalisée à la mi-Septembre avec le SAP, et enfin la mission de pré-évaluation de la campagne en début Octobre 1992.

La mission CILSS/FAO d'évaluation de campagne agricole a eu lieu en début Octobre.

Une réunion de synthèse a été organisée sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Les résultats définitifs seront disponibles dans peu de temps.

#### II.1.8. SENEGAL

La collecte des données s'est déroulée de Juin à Décembre sans problèmes majeurs. La saisie et le traitement des données ont été faits par la DISA (Division des Statistiques Agricoles).

La prévision des récoltes a pu être faite correctement et la mission d'évaluation de la campagne a pu disposer des chiffres à temps.

Les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles.

#### II.1.9. TCHAD

L'enquête agricole de la campagne 1992/93 a démarré avec un certain retard, dû à la mise en place des fonds après mi-Juillet 1992.

Le renforcement du dispositif de l'enquête s'est poursuivi, ainsi que l'allègement du questionnaire. Le calendrier d'exécution de l'enquête de suivi de campagne, prévision et estimation des récoltes des cultures pluviales a été respecté par le Chef de file de la Composante Nationale (pour le suivi de la

campagne agricole, un conseil de Direction présidé par le Ministre de l'Agriculture se réunit tous les 15 jours pour l'analyse de la situation agroclimatique et phytosanitaire).

La mission conjointe CILSS/FAO a eu à sa disposition tous les éléments qualitatifs et quantitatifs pour évaluer avec précision, la campagne agropastorale, qui s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Les résultats définitifs sont encore attendus.

## II.2. ENQUETE SUR LES MARCHES CEREALIERS (SIM)

### II.2.1. BURKINA FASO

Le suivi des marchés céréaliers s'effectue correctement. Une révision méthodologique du suivi a eu lieu :

- abandon du suivi du prix collecteur
- introduction des éléments d'évaluation des quantités présentées.

Un recyclage des agents a eu lieu fin 1992 suite à cette révision méthodologique.

Les publications sont régulières. En plus des bulletins mensuels et hebdomadaires, les prix sont publiés à la radio en langues nationales et dans la presse écrite en français. On note aussi qu'il y a eu un rapport annuel faisant l'analyse de l'évolution des prix sur l'année et un essai d'analyse typologique des marchés suivis.

### II.2.2. CAP VERT

L'enquête SIM est exécutée par la DGFA. Elle porte sur 25 points d'observations (étalages et magasins de vente) où est relevé le prix au consommateur du riz, du maïs importé et du maïs local. Les prix hebdomadaires et mensuels au litre pour le maïs, au kg pour le riz sont publiés. Les publications sont essentiellement destinées aux administrations.

### II.2.3. GAMBIE

Le suivi des marchés céréaliers est réalisé par le Département de la Planification du Ministère de l'Agriculture. les prix au producteur du maïs, du mil, du sorgho, du riz local, de l'arachide sont relevés sur quatre marchés locaux tandis que sur 8 marchés urbains sont observés les prix au détail du maïs,

du mil, du sorgho, du riz brisure, du riz long entier et de l'arachide décortiquée. Les données publiées sont des prix mensuels. Elles le sont sous la forme de tableaux sur un feuillet sans commentaire et sont destinées à l'usage des administrations. Cette enquête a aussi subi les conséquences du blocage du financement DIAPER II.

#### II.2.4. GUINE BISSAU

Durant la phase transitoire, cette enquête n'a pas été programmée.

#### II.2.5. MALI

Le projet DIAPER II ne participe pas encore au fonctionnement du SIM MALI.

#### II.2.6. MAURITANIE

La mise en place du système d'information sur les prix agricoles est en cours (SIPA). Actuellement la collecte est effectuée hebdomadairement sur 18 marchés ruraux et sur le marché de la capitale Nouakchott. Les données collectées le sont auprès des producteurs-vendeurs et portent sur les prix et la quantité transigée de mil, de sorgho, de maïs et de riz paddy. Les données ne sont pas collectées régulièrement et ne font encore l'objet ni de traitement régulier, ni de diffusion appropriée. Le dispositif est en fait à l'état de balbutiement.

#### II.2.7. NIGER

L'enquête, suivi des marchés céréaliers s'est, dans l'ensemble déroulée normalement, en dépit des difficultés financières.

Le bulletin décadaire est régulièrement publié, un bulletin d'analyse vient de paraître en Octobre 1992.

#### II.2.8. SENEGLAL

Tout comme le SIM du MALI, le SIM au Sénégal fonctionne sans aucune participation du projet DIAPER.

#### II.2.9. TCHAD

Grâce à l'appui de DIAPER, le dispositif mis en place continue à fonctionner avec un échantillon de 30 marchés. Un bulletin mensuel SIM est publié régulièrement.

Le Bureau Central du SIM prévoit la parution de son premier rapport annuel en Mars 1993.

Les informations du SIM sont diffusées sur les antennes de la Radio nationale tchadienne (RNT).

### II.3. ENQUETE SUR LES MARCHES A BETAIL

#### II.3.5. MALI

Le suivi des marchés à bétail est fait sans problème majeur par l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI).

Il apparaît que l'offre de bétail est largement supérieure à la demande, d'où le prix de vente assez bas des animaux.

L'OMBEVI procède à des publications mensuelles des informations relatives au nombre et au prix des effectifs présentés par marché et fait des diffusions hebdomadaires à la télévision et à la radio.

#### II.3.7. NIGER

L'enquête sur les marchés à bétail connaît beaucoup de difficultés d'ordre organisationnel.

Les opérations de collecte des données se poursuivent seulement au niveau des marchés à bétail couvert par DIAPER soit 2 départements sur 8.

#### II.3.8. SENEGAL

Avec le départ du responsable de ce volet pour un stage, et la compression du personnel dans le cadre du PAS, les activités de traitement et de diffusion des données collectées ont connu de sérieux retards.

#### II.3.9. TCHAD

Les travaux de collecte de données s'effectuent normalement sur le terrain. Les données sur les marchés à bétail sont traitées régulièrement au bureau central, grâce au dispositif mis en place en 1991.

#### II.4. LA CENTRALE D'INFORMATION

La Centrale d'information est l'instrument privilégié de gestion de l'information pour la sécurité alimentaire. Il permet de stocker les données sous une forme cohérente et très accessible.

La centrale a une structure composite ; elle comprend une unité locale par pays (9 unités) et une unité régionale à Ouagadougou. Chaque unité locale gère les données du pays de résidence suivant un format standard. L'unité régionale gère les données des 9 pays du CILSS.

Le transfert de la centrale dans les pays s'est effectué correctement et les dernières missions ont eu lieu en Avril/Mai 1992.

Le travail de la gestion courante de la centrale devait être effectué par un cadre spécialement affecté à cette tâche. Dans le cadre de travail il y a la mise à jour.

La mise à jour de la centrale a consisté :

- a) à recueillir dans chaque pays des données sur les différents fichiers selon un calendrier et une procédure préétablis
- b) à introduire ces données dans la centrale et
- c) à envoyer copie des fichiers de saisie à Ouagadougou.

Cette mise à jour s'est faite de façon très inégale dans les pays.

##### II.4.1. BURKINA FASO

Elle a consisté dans un premier temps, à rectifier les données existantes dans le fichier n° 12 (production végétale de saison) qui se rapportent à la période 1968-1987 afin de les rendre conformes aux documents existants.

Dans un deuxième temps et jusqu'en date du 08/09/1992, des fichiers temporaires ont été créés et importés dans la centrale au titre du deuxième trimestre de 1992. La disquette les contenant a été transmise à l'ECA.

On remarquera que le retard dans l'introduction des données n'a pas été rattrapé. Au contraire, il y a aggravation de la situation au niveau des fichiers à périodicité annuelle alors que les fichiers à périodicité mensuelle (prix) sont presqu'à jour.

#### II.4.2. CAP VERT

Au niveau du siège du projet, on ne dispose d'aucune information sur la situation de la centrale au Cap Vert, ceci depuis la mission de transfert des programmes révisés en Avril 1992.

#### II.4.3. GAMBIE

La situation est identique à celle du Cap Vert.

#### II.4.4. GUINE BISSAU

La collecte d'information se déroule normalement : la 1ère disquette de mise à jour a été envoyée à l'ECA avec la mission d'évaluation de la campagne en Octobre.

La situation de ce pays est encourageante.

On y part pratiquement de zéro pour obtenir courant octobre 1992 un grand nombre de fichiers saisis. Il s'agit de fichiers à périodicité annuelle étant donné que le suivi des prix ne donne pas encore de résultats acceptés officiellement. Il s'agit d'une performance pour ce pays étant donné le manque habituel de ressource humaine.

#### II.4.5. MALI

Des erreurs ont été constatées dans les données antérieurement saisies dans le fichier n° 12. Un long travail de ressaisie a été effectué sur la série de 1960 à 1991. Un travail similaire a été effectué sur les fichiers n° 46 (pluviométrie) et 48 (hydrologie). Il s'agit moins de mise à jour que de reprise de fichier puisqu'au niveau de l'unité régionale, les anciens enregistrements sont effacés pour être remplacés par de nouveaux.

Les fichiers 24 (prix des produits céréaliers) 25 (prix des produits non céréaliers) 26 (prix à l'importation des céréales) et 39 (prix bétail) pour lesquels les données sont manifestement disponibles et accessibles n'ont pas été mis à jour.

Une disquette contenant toutes les informations a été transmise à l'ECA pour la mise à jour de l'Unité régionale.

#### II.4.6. MAURITANIE

Au titre du deuxième trimestre, la mise à jour a porté sur la population résidente, la population active, la production végétale, les prix (céréales et bétail) et la pluviométrie pour 1990, 1991 et 1992.

Il est nécessaire qu'il y ait un effort de récupération des données antérieures, c'est-à-dire à partir de 1989 au moins.

#### II.4.7. NIGER

Dans le cas du Niger, il y a un vide manifeste. L'ECA ne connaît pas un répondant direct pour la centrale et apparemment personne n'est en mesure de faire le point de la situation depuis le départ en formation de la personne qui l'avait en charge.

#### II.4.8. SENEGAL

Dans ce pays, on connaît le responsable de la centrale mais on arrive pas à avoir une situation nette. Depuis Avril 1992, date de la dernière mission d'implantation des programmes révisés, il semble qu'il y ait une activité débordante de recueil de données. Selon les responsables, il y aurait à ce niveau des difficultés qui ne seraient pas toutes encore surmontées. Quant à l'état de la centrale, on ne dispose pas d'indication précise. On constate que la centrale se trouve dans le bureau du chef de file où il est difficile d'accès pour l'agent chargé de la gestion. Une intervention s'avère indispensable.

#### II.4.9. TCHAD

Lors d'une vérification, les données initiales du fichier 12 (Production végétale de saison), ont été jugées incorrectes et surtout mal référencées au plan géographique. Le fichier a donc été repris entièrement par la Composante Nationale. Les données y ont été saisies à cette occasion de 1960 à 1990. Il en a été de même pour le fichier 46 (pluviométrie).

De plus, les fichiers sur les semences, la production végétale, la pluviométrie, les exportations de bétail, les abattages d'animaux, les effectifs d'animaux ont subi des mises à jour.

Il existe au niveau du Tchad une dynamique sans pareille dans la gestion de la centrale qui mérite attention et encouragement.

### III. CLOTURATION DE DIAPER II

Sur le plan administratif, les animateurs locaux recrutés au début du projet ont été remerciés le 30 Avril 1992, avec paiement de tous les droits. Les CONACILSS des pays où il y avait animation locale ont assuré depuis lors l'interim. Depuis le 28 Février 1993, il n'y a plus d'animation locale. L'ECA centre réduite au strict minimum nécessaire effectue le pilotage de la

nouvelle phase transitoire. les Composantes Nationales demeurent les mêmes et continuent à développer les activités minimales pour préserver les acquis du projet.

. Sur le plan financier, après réclamation de la CCE pour l'apurement annuel des comptes, il a été procédé à la clôture des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de DIAPER II : des ordre de recettes émis par le FED ont été payés par l'ECA.

La clôture des 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> (phase transitoire) années n'est pas encore intervenue. Cependant des missions effectuées en Juin-Juillet 1992 dans tous les pays du CILSS par le Coordonnateur et le Comptable du projet, ont permis de dégager une situation assez claire pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années. Des justificatifs de dépenses continuent à parvenir à l'ECA pour présentation à la Délégation CCE de Ouaga. La Gambie connaît une situation assez spécifique. Pour cause de non présentation claire de justificatifs des dépenses, aucun paiement sur compte payeur délégué n'a été effectué au titre des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années.

Par ailleurs, une mission circulaire du contrôleur financier du CILSS, en Avril/Mai 1992 dans les animations locales a permis avant le départ des animateurs titulaires, d'y faire le point de la situation comptable et d'y dresser l'inventaire physique du matériel.

. Sur le plan technique, l'ECA centrale a procédé à une revue exhaustive des différents volets du projet, afin d'identifier les forces et faiblesses de chacun. Une telle analyse permettra à DIAPER III d'apporter des mesures correctives ou les réorientations éventuelles.

Ainsi donc, les documents suivants ont été produits :

- Evaluation des Enquêtes Agricoles des pays du CILSS - ECA/D13/91 - Mars 1991.
- Evaluation des échantillons des Enquêtes agricoles dans les Etats membres du CILSS - ECA/D29/92 - Septembre 1992.
- Quelques problèmes des volets prévision des récoltes et stocks paysans des enquêtes agricoles - ECA/D42/92 - 20 Décembre 1992.
- Opérations Pilotes régionales - Bilans et Perspectives - ECA/D36/92 - 13 Octobre 1992.
- Quelques orientations pour l'amélioration des bilans céréaliers - ECA/D07/93 - Janvier 1993.
- Situation et Perspectives des systèmes d'informations sur les Marchés Céréaliers (SIM) dans les pays du CILSS - ECA/D09/93 - 26 Février 1993.

- Situation et Perspectives de la Centrale d'Information sur la Sécurité Alimentaire dans les pays du CILSS - ECA/D08/93 - 26 Février 1993.
- Situation et perspectives des enquêtes de suivi des marchés à bétail - ECA D11/93 - 15 Mars 1993.
- Liste des publications, Documents, sources de publications, fichiers informatiques - Décembre 92.

#### IV. PREPARATION DE LA MISE EN OEUVRE DE DIAPER III

A la veille des réunions du Comité Directeur du FED devant statuer sur la proposition de financement pour DIAPER III, l'ECA centrale a été sollicité, en Novembre 1992 et en Janvier 1993 pour fournir des informations permettant de répondre à certaines questions posées par quelques pays membres de la CCE.

La proposition de financement pour DIAPER III a été approuvée en Janvier 1993 et notification en a été faite au CILSS immédiatement. Par rapport à la conception initiale de la phase transitoire, cette approbation en Janvier est tardive, et ne permet pas de faire démarrer DIAPER III comme prévu le 1er Mars.!

Ainsi donc, la convention de financement n'a pu être signée avant fin Février. De même, un certain nombre de tâches n'ont pas pu être réalisées. Il s'agit entre autres, des missions de programmation des activités de DIAPER III et les appels de candidature et le recrutement du personnel de DIAPER III. Ces tâches devront être exécutées dans le cadre de la nouvelle phase transitoire.

L'ECA avait envisagé de faire tenir, en Février 1993 dans chaque pays du CILSS un atelier national de programmation des activités de statistiques agrosylvo-pastorales. Cet atelier devrait faciliter le travail de programmation quinquennale pour DIAPER III. Un malheureux contretemps n'a pas permis la tenue, dans les délais, les ateliers programmés. Seuls la Mauritanie, le Niger et le Sénégal ont pu organiser leurs ateliers avant fin Février 93. Les autres pays tiendront leurs ateliers au cours de la nouvelle phase transitoire.

#### V. RECHERCHE DE SYNERGIE AVEC LE PROJET SURVEILLANCE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES AU SAHEL (PSRNRS)

Sur la base des leçons de l'opération pilote DIAPER/PSRNRS au Burkina, il était prévu d'étudier, avec le projet PSRNRS, les modalités pratiques de collaboration entre les 2 projets pour faciliter l'insertion, à terme, au projet DIAPER, du volet "Enquête sur la base aérolaire" développée par PSRNRS.

Dans la réalité, très peu de choses ont été faites dans ce domaine. l'ECA centrale n'est pas bien informée de l'évolution du dossier d'identification de la prochaine phase du PSRNR. Par ailleurs, il semble que le volet "Télédétection" de DIAPER III est mis en veilleuse.

Durant la nouvelle phase transitoire, des informations seront peut être obtenus permettant d'envisager clairement la synergie recherchée.

Par ailleurs, l'ECA centrale avait été invitée à une réunion du projet Pilote de Prévision des Productions Agricoles au Sahel (P4AS), à Niamey. Elle y avait participé et s'était vue chargée de proposer une méthode d'enquête pour obtenir une production référentielle d'une zone pilote. Elle a rédigé une note, "Projet d'enquête référentielle dans l'arrondissement de Boboïe (Niger)". La réunion où cette proposition devait être discutée a été reportée sine-die.

## VI. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Mises à part la recherche de synergie avec le PSRNR et la préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III, les activités programmées pour la phase transitoire (1er/05/92 - 28/02/93) se sont déroulées correctement malgré quelques problèmes institutionnels et humains, matériels et financiers. Les dossiers techniques sont tous bouclés. Les dossiers financiers sont à finaliser.

S'agissant de la préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III, il est heureux de savoir que la proposition de financement du nouveau projet est approuvée (Dix millions d'Ecus, pour 5 ans, entièrement sur fonds du FED). La convention de financement sera disponible prochainement.

Cependant, les délais de lancement des appels de candidatures, de sélection et de mise en place de l'Equipe de coordination du nouveau projet, ne permettront en aucun cas au personnel concerné de participer à la réalisation et au suivi de la campagne agropastorale 1993/94 qui démarre en Avril/Mai 93 et finit en Novembre/Décembre 93.

Pour éviter de compromettre ladite campagne agropastorale, et permettre une préparation sans précipitation du démarrage de DIAPER III, il est souhaitable de prolonger encore DIAPER II de 10 mois, allant du 1er Mars au 31 Décembre 1993, en lieu et place des 3 mois déjà accordés.

Les grandes lignes du programme de travail de cette nouvelle phase transitoire se trouvent dans le tableau suivant.

P R O G R A M M E      D E    T R A V A I L  
POUR LA NOUVELLE PHASE TRANSITOIRE  
1er/03/93 - 31/12/93

| A C T I V I T E S  | S P E C I F I C A T I O N S  |
|--|--|
| 1. ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES  |  |
| 1.1. Gestion administrative  | Gestion courante en rapport avec CILSS-FED-pays CILSS  |
| 1.2. Clôture financière et comptable de DIAPER II  | Liquidation dépenses, clôture comptable pour 1ère, 2è, 3è et 4è An. DIAPER II, rédaction rapport financier DIAPER II   |
| 1.3. Rapport final de DIAPER II  | Rapport administratif s'appuyant sur les rapports techniques par matière et le rapport financier   |
| 1.4. Ateliers Nationaux  | Organisation Ateliers Nationaux de programmation quinquennale des activités de statistique Agro-Sylvo-Pastorale  |
| 1.5. Programme indicatif de travail pour DIAPER III  | Traduction des objectifs et orientat° de la proposition de financement en termes d'activités pour 5 ans.   |
| 1.6. Missions de programmation de DIAPER III   | a) Définition termes de références et calendrier<br>b) Missions d'identification des activités de DIAPER III dans chaq. pays - Budgétisation 1ère Année DIAPER III - Plan désengagement progressif du Projet.<br>c) Rédaction rapports de missions |
| 1.7. Préparation Convent° de financement   | Suivi auprès CCE établissement Conv.   |
| 1.8. Préparation de la mise en place des fonds de 1ère an. DIAPER III notamment ceux de la camp. agropast.93/94. | - Engagement des fonds<br>- Convention d'exécution CILSS/Pays<br>- Autorisations de dépenses   |

| ACTIVITES   | SPECIFICATIONS  |
|---|---|
| 1.9. Préparation dossier de recrutement équipe de DIAPER III                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>. Définition des postes, rédaction des termes de références et des termes des contrats de travail</li> <li>. Etablissement des documents de dépouillement et constitution du jury</li> </ul> |
| 1.10. Appel de candidatures   | Communiqué par presse et enregistrement des dossiers de candidatures  |
| 1.11. Dépouillement et sélection  | Sélection sur dossier et audition éventuelle  |
| 1.12. Recrutement   | Notification des résultats et procédure administrative d'embauche   |
| 1.13. Préparation de la mise en place des structures d'encadrement DIAPER III | Rédéfinition des structures : comité de pilotage, Composantes Nationales (CN) ; rôle et composition (en fonct° revue programme CILSS).  |
| 1.14. Préparation des réunions structures d'encadrements                      | Lieu, date, invitation, établissement dossier   |
| 2. ACTIVITES TECHNIQUES   |   |
| 2.1. Dépouillement de l'enquête agricole 1992/93                              | Assistance pour le dépouillement de l'enquête 92/93 (résultats définitifs) Burkina Faso, Cap Vert, Guiné Bissau, Niger : (rédaction dossier technique).   |
| 2.2. Préparation de l'enquête agricole 1993/94                                | Assistance pour amélioration méthodologique et organisationnelle  |
| 2.3. Suivi campagne agricole 1993/1994  | Suivi déroulement campagne et préparation missions conjointes CILSS/FAO d'évaluation - préparation bilans céréaliers fin campagne   |

| ACTIVITES   | SPECIFICATIONS  |
|---|---|
| 2.4. Suivi de l'Enquête Nle Agricole du Burkina Faso    | Appui technique pour la préparation et le lancement de l'enquête, formation des agents.                                   |
| 2.5. Suivi de la mise à jour de la centrale d'informat° | Suivi de la mise à jour dans les pays et mise à jour de l'unité régionale (Ouaga)   |
| 2.6. Suivi des enquêtes sur les Marchés                 | Identification des problèmes et Assistance technique éventuelle pour le suivi des marchés céréaliers et marchés à bétail. |

## A N N E X E 1.

ACTIVITES PROGRAMMEES DE LA PREMIERE PHASE TRANSITOIRE  
(1er/05/92 - 28-02/93)

Il y a quatre types d'activités à mener durant ladite phase. Elles concernent :

a) la continuation des activités principales de DIAPER II pour en préserver les acquis.

Il s'agit d'activités habituellement réalisées par les Composantes Nationales dans les pays du CILSS et qui ne peuvent souffrir d'interruption.

Ces activités sont :

- l'enquête agricole annuelle : elle est réalisée dans tous les pays du CILSS. Elle se déroule en général de Mai à Novembre de chaque année avec le soutien important de DIAPER.
- l'établissement des bilans de campagne : le suivi de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation céréalière permet d'établir en Novembre de chaque année les bilans céréaliers ex-post et prévisionnels. Ceci permet de présenter, aux décideurs sahéliens et à la communauté internationale, la situation alimentaire des pays du CILSS, et d'élaborer des bulletins semestriels sur le suivi de cette situation.
- l'enquête sur les marchés céréaliers (SIM) : cette enquête se déroule toute l'année. Elle est réalisée dans tous les pays du CILSS, avec appui financier de DIAPER (sauf au Sénégal et au Mali).
- l'enquête sur les marchés à bétail : elle est réalisée dans tous les pays sauf en Mauritanie et au Cap Vert, avec l'appui exclusif de DIAPER. Elle se déroule toute l'année.

L'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du Projet DIAPER prodiguerá un appui matériel, financier et éventuellement technique, du CILSS aux Composantes Nationales DIAPER. Elle assure, en plus, le suivi des opérations et la coordination régionale.

b) la clôturation de DIAPER II

Malgré toutes les dispositions déjà prises, toutes les pièces justificatives des dépenses de DIAPER II (ECA et Composantes) ne seront pas réunies au 30 Avril 1992. Une période supplémentaire est nécessaire pour assurer la clôturation comptable du projet.

Au plan technique, l'ECA produira un dossier par opération et par pays faisant état des difficultés à surmonter pour une plus grande fiabilité des données.

c) La préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III

Il s'agira de :

. Compléter et actualiser l'inventaire qui avait été fait en Juillet 1991 par DIAPER II. Cet inventaire porte sur les différentes enquêtes exécutées dans chaque pays, les moyens matériels et humains mis en oeuvre par les partenaires (Etat, Projet DIAPER et autres donateurs).

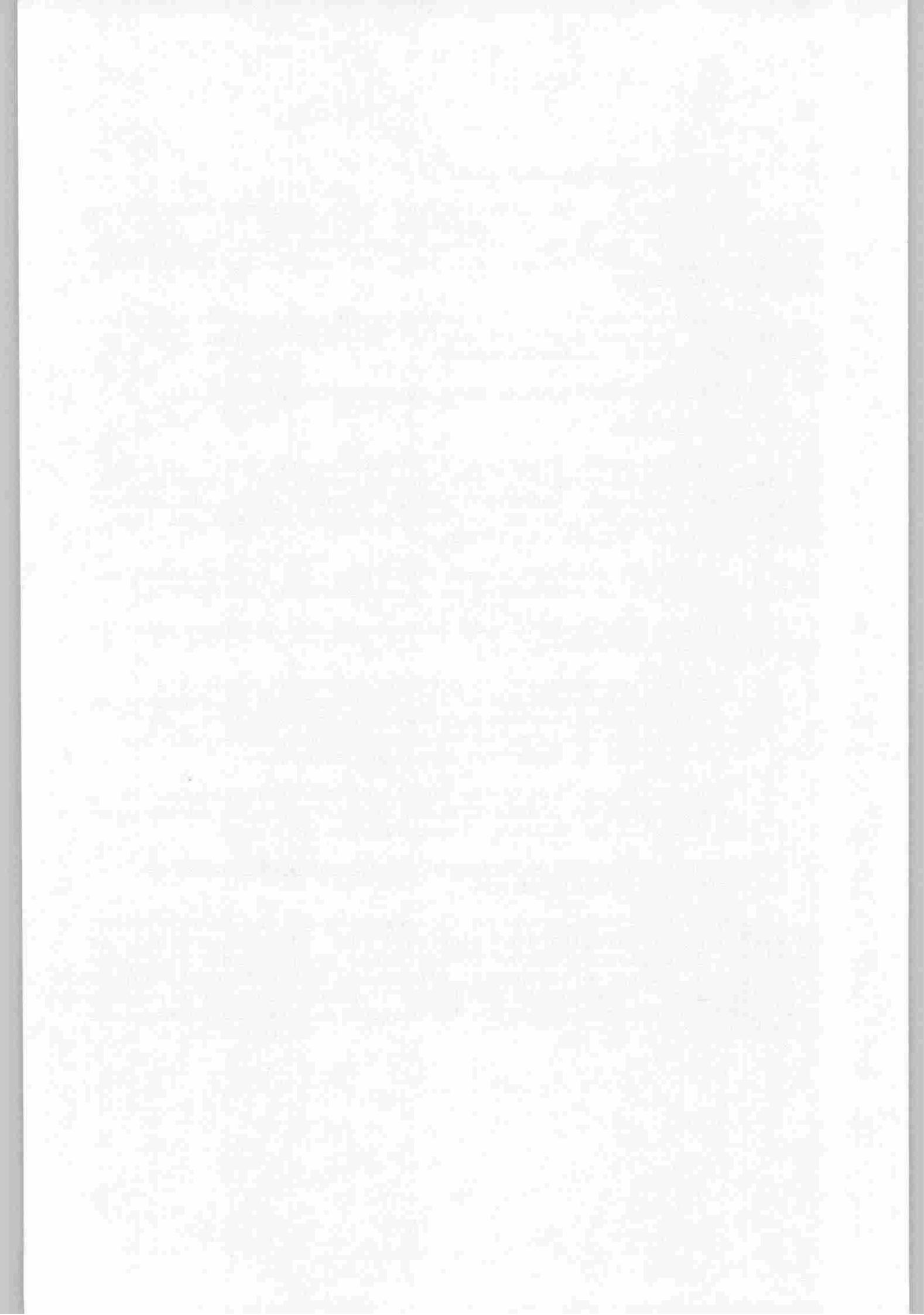
. Suivre et éventuellement finaliser les négociations sur la proposition et la convention de financement de DIAPER III.

En cas d'approbation de la proposition de financement et de signature de la convention :

- Faire les missions de programmation des activités prioritaires de DIAPER III, en dégageant clairement les engagements respectifs du Projet et des Etats, dans l'optique de la prise en charge progressive, par ces derniers, du fonctionnement des enquêtes.
- Préparer et lancer les appels de candidature pour le personnel de DIAPER III, en rapport avec le Secrétaire Exécutif du CILSS et les bailleurs de fonds.

d) Les conditions de synergie avec le projet PSRNRS (projet Surveillance).

Sur la base des leçons de l'opération pilote DIAPER/PSRNRS au Burkina, il s'agira d'étudier avec le PSRNRS les modalités pratiques de collaboration entre les deux projets pour faciliter l'insertion, à terme, au projet DIAPER, du volet "Enquête sur la base aérolaire" développée par PSRNRS. Evidemment, cela suppose que DIAPER soit associé à l'identification de la prochaine phase de PSRNRS.



## A N N E X E 2.

LISTE DU PERSONNEL ECA (Centre + Animateurs locaux p.i.)  
durant la 1ère phase transitoire (1er/05/92 - 28/02/93).

ECA-Centre Ouaga

|                         |                                   |
|-------------------------|-----------------------------------|
| - BA Ibrahima Demba     | Coordonnateur                     |
| - COULIBALY Oumar       | Economiste                        |
| - BRILLEAU Alain        | Statisticien                      |
| - NIATTA Mahamadi       | Comptable                         |
| - Mme OUEDRAOGO Fatima  | Assistante Adminis. et Financière |
| - Mme DJABY Françoise   | Informaticienne                   |
| - Mme SISSIKO Ténin     | Secrétaire de D.                  |
| - Mme OUEDRAOGO Aminata | Secrétaire Sténo.                 |
| - AMADOU HASSANE        | Chauffeur                         |
| - DEM Idrissa           | Chauffeur                         |
| - BAYIRI T. Drissa      | Planton/reprographe               |
| - ZOUNGRANA François    | Gardien de nuit                   |
| - BANGASSO Ag Inakachan | Gardien de jour.                  |

Animateurs locaux p.i.

|                    |  |
|--------------------|--|
| - Luis ALBINO      | CONACILSS, Animateur local p.i. G.BISSAU |
| - El Hassane DRAVE | CONACILSS, Animat. local p.i. MALI       |
| - HAROUNA Boureima | CONACILSS, Animat. local p.i. NIGER      |
| - CISSE Madeleine  | CONACILSS, Animat. local p.i. SENEGAL    |
| - Oumar PATCHA     | CONACILSS, Animat. local p.i. TCHAD      |

